



Arrêté préfectoral complémentaire n°2025-SGAD/BE-245 en date du 19 décembre 2025
modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2010 - D2/B3-233 du 11 octobre 2010 autorisant Monsieur le directeur de la SAS GROUPE MEAC à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit « les Pièces de Laloeuf », commune de SILLARS, une carrière de sables dolomitiques avec ses installations de premier traitement de matériaux ainsi que la régularisation de l'usine de traitement des matériaux, activités soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (renouvellement et extension)

AIOT N°0007201047

**Le Préfet de la Vienne,
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 513-1, R. 181-45, R. 181-46 et R. 513-1 ;

Vu l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement (nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

Vu le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 en date du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Vienne approuvé le 8 mars 2013 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement «, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 modifiant des dispositions des arrêtés relatifs aux installations relevant des rubriques 2510, 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-D2/B3-233 du 11 octobre 2010 autorisant Monsieur le directeur de la SAS GROUPE MEAC à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit « les Pièces de Laloeuf », commune de SILLARS, une carrière de sables dolomitiques avec ses installations de premier traitement de matériaux ainsi que la régularisation de l'usine de traitement des matériaux, activités soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (renouvellement et extension) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°079 en date du 13 avril 2021 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2010-D2/B3-233 du 11 octobre 2010 susvisé ;

Vu le dossier de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière porté à la connaissance du préfet par courriel du 07 mai 2025 et complété le 12 septembre 2025 puis le 11 décembre 2025 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Sillars portant sur la remise en état du site en date du 27 août 2025 ;

Vu l'avis favorable des représentants légaux du propriétaire des parcelles concernées (AT 168, AT 171 pour partie et AT 174) en date du 09 septembre 2025 ;

Vu l'avis favorable émis le 24 septembre 2025 par l'agence régionale de santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 17 décembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire adressé à l'exploitant le 11 décembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 16 décembre 2025 ;

Considérant que les modifications portées, d'une part, aux installations et, d'autre part, à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement justifient qu'il soit procédé à une mise à jour du tableau de classement de l'établissement figurant à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que la modification demandée n'entraîne aucune modification de l'emprise de la carrière initialement autorisée ;

Considérant l'abaissement de la cote du carreau d'exploitation jusqu'à une cote variable maintenue en toute circonstance un mètre au-dessus de la nappe du Dogger sub-affleurante ;

Considérant le protocole de détermination de la cote minimale du carreau d'extraction à appliquer avant chaque campagne estivale sur la base d'une analyse piézométrique du site ;

Considérant que l'augmentation du volume de gisement accessible suite à cet approfondissement, de l'ordre de 691 000 m³, entraîne une augmentation du rythme de production estimé à 86 500 tonnes de matériaux valorisables par an ;

Considérant la mise à jour du plan de phasage d'extraction ;

Considérant la mise à jour du plan de remise en état du site ;

Considérant que la modification de la méthode d'extraction entraîne une augmentation de la quantité totale d'explosifs utilisés par an, sans modification de la charge unitaire requise ni des plans de tirs ;

Considérant la mise à jour des garanties financières ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Vienne,

ARRÊTE

Article 1 – Portée du présent arrêté

Les dispositions applicables à la société GROUPE MEAC, dont le siège social est situé 10 Le Cormier sur la commune d'ERBRAY (44110) et qui est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIREN : 775576036, pour son établissement situé au lieu-dit « les Pièces de Laloeuf », commune de SILLARS (86320), sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Actualisation du tableau de classement

Le tableau de classement figurant à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

« 1. Carrière

Rubrique Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité maximale	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	100 000 t/an 189 233 m ²	A
2515-1	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	440 kW	E
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	10 000 m ²	D

2. Usine

Rubrique Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité maximale	Régime
2515-1	<p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	740 kW	E
2910-A	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	Installation de combustion de gaz naturel liquéfié d'une puissance maximale de 4,652 MW	DC
4718-2	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations :</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.</p>	Réservoir aérien de gaz naturel liquéfié d'une capacité maximale de 30 t	DC

1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	15 m ³	NC
2516	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents	1 445 m ³ (4 silos de 250 m ³ , 1 silo de 320 m ³ et 1 silo de 125 m ³)	NC
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	5 000 m ²	NC
2930-1	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur	Surface d'atelier : 25 m ²	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages, inférieur à 50 t	1 cuve aérienne de GNR de 4,5 m ³ soit 3,80 t 1 cuve aérienne de GNR de 1 m ³ soit 0,84 t	NC

Régime : A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôles périodiques ; NC : installations non classées.

Capacité maximale : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées. »

Article 3 – Prescription modifiées ou complétées

I – Les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2010 susvisé sont remplacées par les suivantes :

«

Les parcelles concernées sont les suivantes :

COMMUNE	SECTION	N° DE PARCELLES	Renouvellement/extension	SUPERFICIE (m ²)
SILLARS	AT	174	Extension carrière	82512
SILLARS	AT	168	Renouvellement carrière	9537
SILLARS	AT	171 pp	Renouvellement carrière	97184
SILLARS	AT	170 pp	Usine	19258

La superficie globale de la carrière s'élève à 189 233 m², dont 82 512 m² en extension.

Les plans de situation et parcellaire sont joints en annexes 1 et 2 au présent arrêté.

L'autorisation est accordée :

- pour la carrière : pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté, remise en état incluse,
- pour l'usine : autorisation illimitée.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

Les horaires d'exploitation de la carrière (extraction uniquement) sont 7h00 – 19h00 et l'usine peut fonctionner 24 h / 24.

Les extractions de matériaux sont menées, hors eau, mécaniquement par passes successives. L'exploitation à l'explosif se fait en un seul front pouvant atteindre 15 m maximum.

La cote minimale NGF du fond de la carrière est maintenue en toute circonstance 1 mètre au-dessus du niveau piézométrique enregistré. Cette cote est donc variable et doit être déterminée avant chaque campagne d'exploitation estivale selon le protocole suivant :

$$C = PzA + 0,24 + 1$$

où :

C : cote du carreau en m NGF

PzA : niveau d'eau dans le piézomètre A le 1^{er} juin de chaque année en m NGF

0,24 : hausse maximale du niveau piézométrique observée entre juin et octobre sur la base de l'étude présentée dans la note hydrogéologique annexée au porter-à-connaissance du mois d'août 2025

1 : épaisseur minimale en m entre la nappe et le carreau

La cote du carreau d'extraction est maintenue à 97 m NGF pour les périodes d'exploitation hors période d'étiage.

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées chaque année avant le début de la campagne d'extraction estivale la cote minimale d'extraction définie selon le protocole supra.

Avant le 1^{er} mars de l'année N+1, la quantité extraite au cours de l'année N est portée à la connaissance de l'inspection.

»

II – Les dispositions du 9 de l'article 2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2010 susvisé sont remplacées par les suivantes :

«

9– mettre en place un conservatoire de plantes messicoles sur la parcelle AT 171 pour partie sur une superficie de 6 950 m² et pour lequel un suivi floristique est mis en œuvre par un organisme compétent

»

Article 4 – Fin d'exploitation

Les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2010 susvisé sont remplacées par les suivantes :

«

L'objectif final de la remise en état de la carrière vise à :

- rendre le carreau à sa vocation agricole d'origine,
- valoriser les potentialités écologiques de la zone à l'aide de travaux de réaménagement appropriés.

Pour cela il convient de :

- maintenir une dépression hors d'eau d'environ 20 ha,
- remblayer le fond de fouille à l'aide des stériles d'exploitation au fur et à mesure jusqu'à la cote 97,5 m NGF au minimum,
- taluter les matériaux rapportés au niveau des fronts à 30° par rapport au fond de carrière et permettre la création de pelouses calcicoles,
- maintenir deux fronts résiduels d'environ 4 m de hauteur, favorable au guêpier d'Europe en bordure Nord-Ouest et Est du site,
- régaler la terre végétale récupérée sur les merlons périphériques.
- aménager des zones de transition en pente douce afin de raccorder harmonieusement et sans discontinuité les zones déjà remises en état aux terrains plus profonds.

La remise en état est conduite suivant la méthode et le phasage définis dans le dossier.

Le plan d'état final du site est joint en **annexe 4**.

»

Article 5 – Garanties financières

Les points 7 et 8 de l'article 1.9 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2010 susvisé sont remplacés comme suit :

«

7. Le montant des garanties financières par tranche quinquennale d'exploitation est établi selon le mode de calcul forfaitaire de l'annexe 1 de l'arrêté du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières. Il s'élève à :

Périodes	Phase 1 2024-2029	Phase 2 2029-2034	Phase 3 2034-2039	Phase 4 2039-2040
Montant € TTC	276 993,72	356 398,22	236 139,75	0,00

8. L'indice TP 01, utilisé pour le calcul des montants ci-dessus, est de 130,5 (octobre 2025)

»

Article 6 – Plans

Les annexes 3 (plan de phasage) et 4 (plan de remise en état) de l'arrêté du 11 octobre 2010 susvisé sont remplacées par les annexes au présent arrêté.

Article 7 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-7 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

Article 8 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Sillars et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Sillars pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture, l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pour une durée minimale de quatre mois.

Article 9 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine chargé de l'inspection des installations classées, et le maire de Sillars sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- monsieur le directeur de la société GROUPE MEAC ;

et dont copie sera transmise à :

- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

- monsieur le maire de la commune de Sillars.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

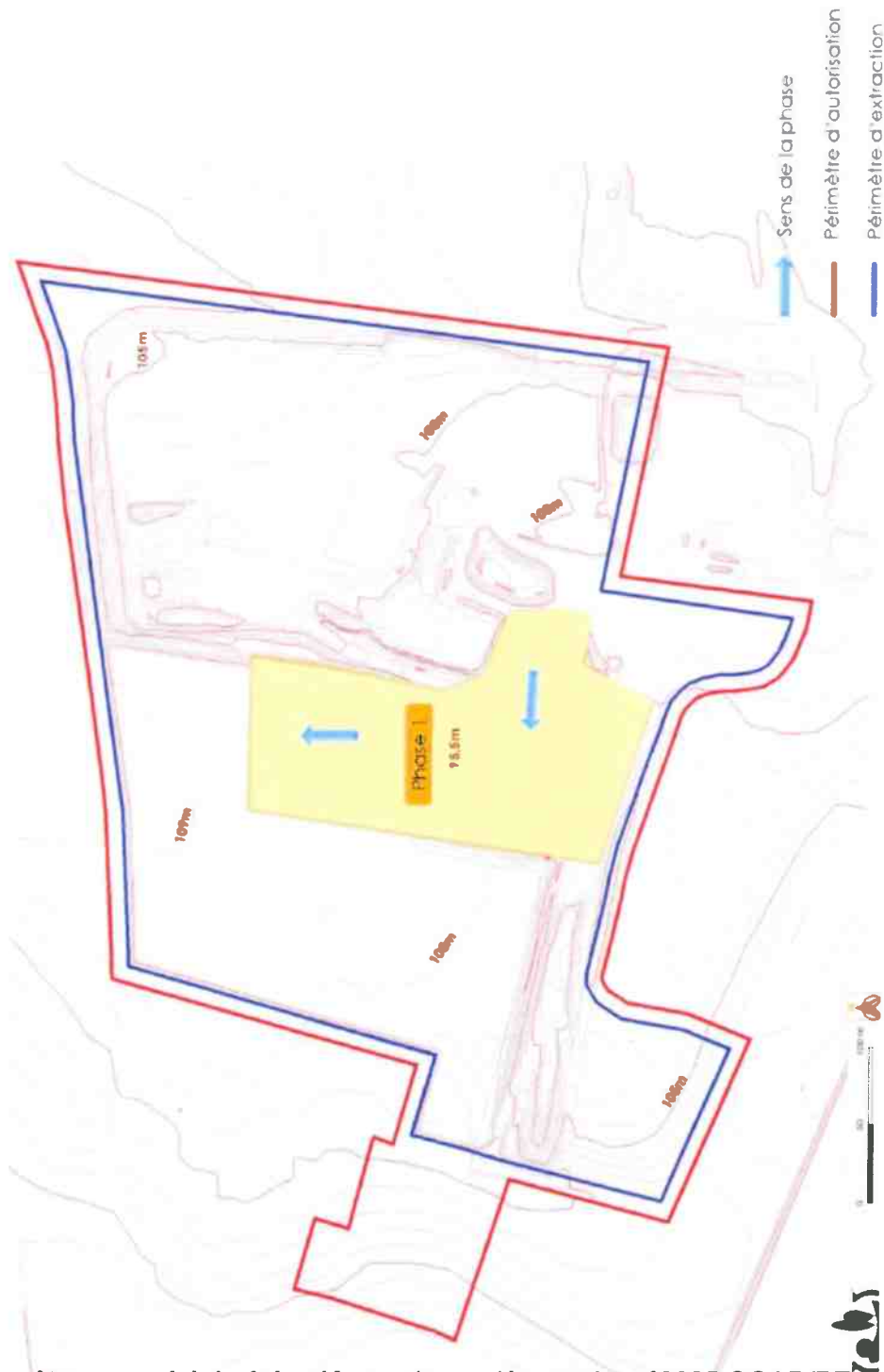


Murièle BOIREAU

Annexes :

Plan de phasage

Phase 1 (2025-2029) :

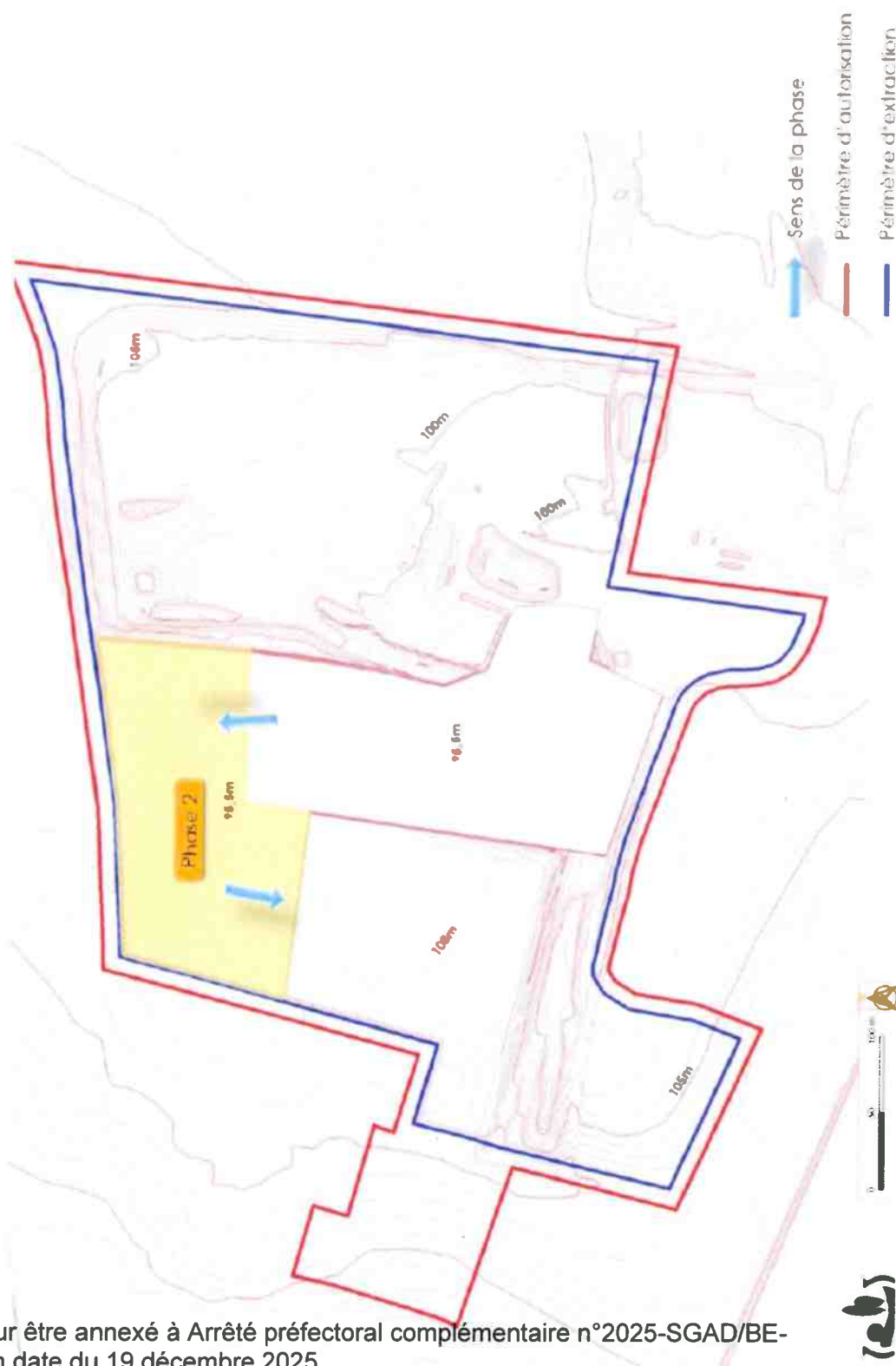


Vu pour être annexé à Arrêté préfectoral complémentaire n°2025-SGAD/BE-245 en date du 19 décembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Murièle BOIREAU

- Phase 2 (2029-2034) :

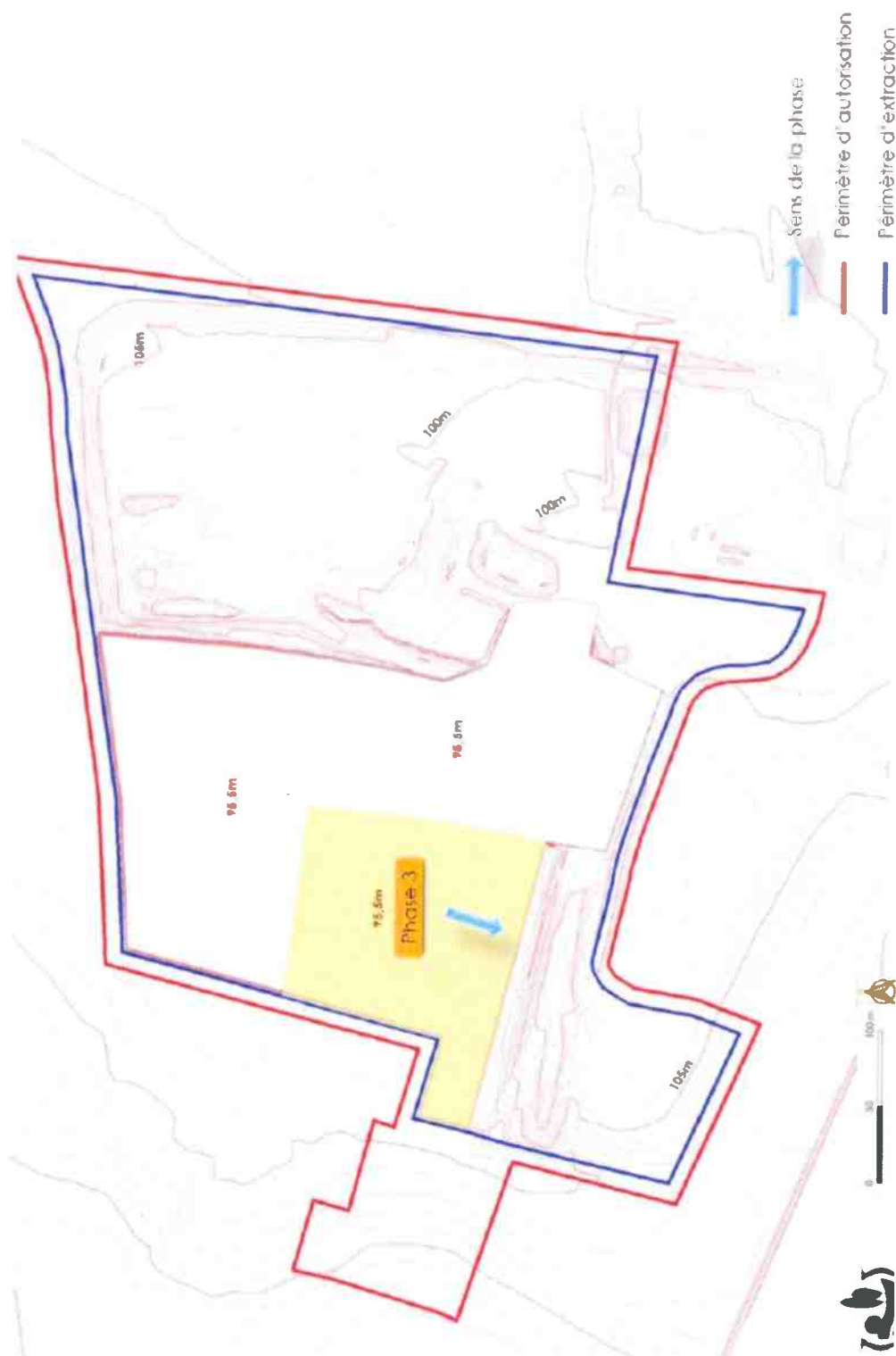


Vu pour être annexé à Arrêté préfectoral complémentaire n°2025-SGAD/BE-245 en date du 19 décembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Murièle BOIREAU

- Phase 3 (2034-2039) :

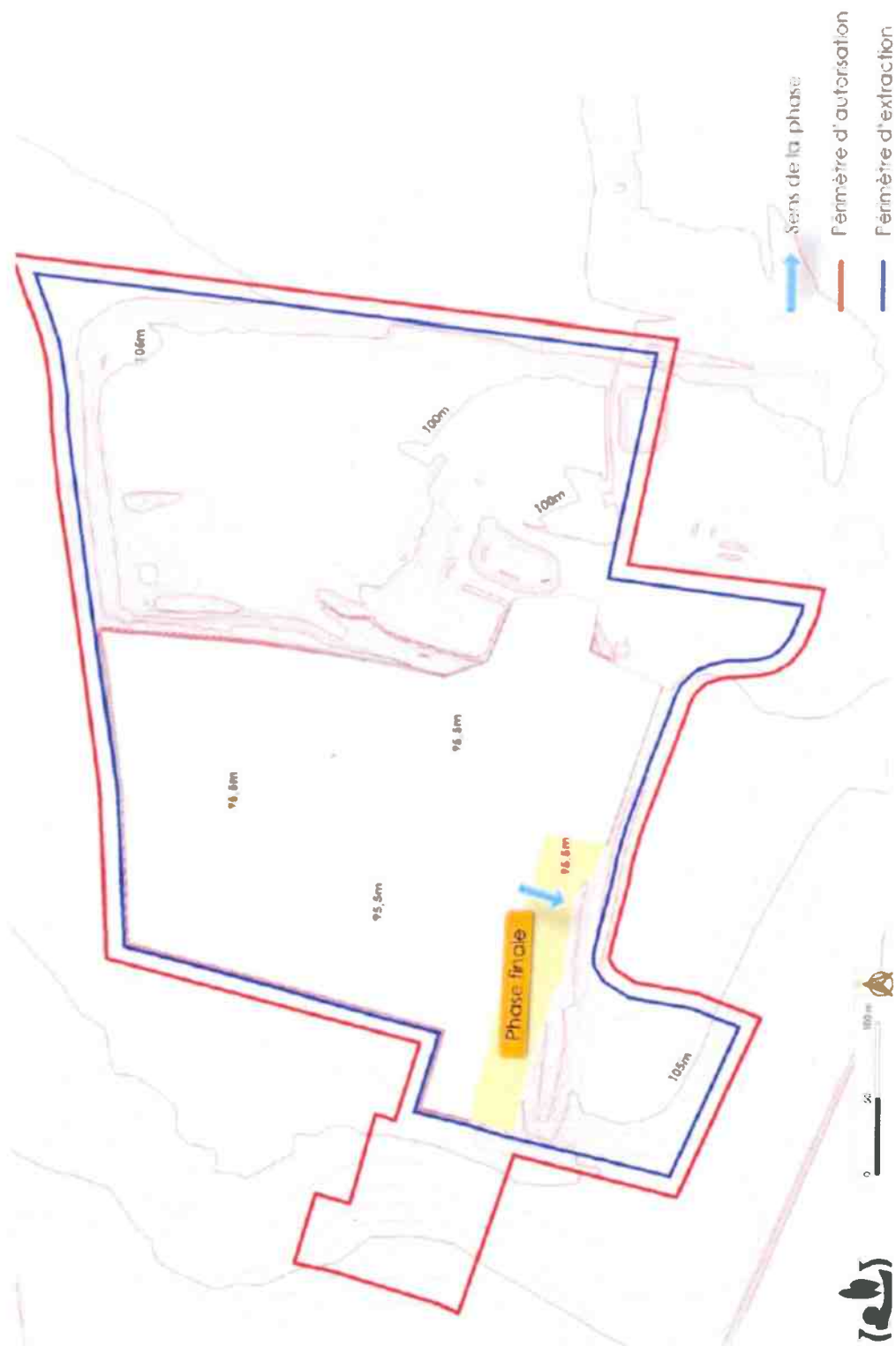


Vu pour être annexé à Arrêté préfectoral complémentaire n°2025-SGAD/BE-245 en date du 19 décembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Murièle BOIREAU

- Phase 4 (2039-2040) :



Vu pour être annexé à Arrêté préfectoral complémentaire n°2025-SGAD/BE-245 en date du 19 décembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Murièle BOIREAU

Remise en état :



Vu pour être annexé à Arrêté préfectoral complémentaire n°2025-SGAD/BE-245 en date du 19 décembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Murièle BOIREAU